Lyon (69) : l’avocat de la famille de Quentin dénonce «l’indécence de ceux qui veulent salir sa mémoire» et le harcèlement médiatique subi par ses parents

10/03/2026 à 13h47



Le 12 février à Lyon, Quentin Deranque, 23 ans, a été violemment agressé en marge d’une conférence de l’eurodéputée LFI Rima Hassan organisée à Sciences Po Lyon. Le jeune homme, venu selon son avocat aider à assurer la sécurité de militantes du collectif féministe Némésis, a été frappé par plusieurs individus cagoulés. Roué de coups de pied et de poing, notamment à la tête alors qu’il se trouvait au sol, il est mort des suites de ses blessures.

Dans cette affaire, neuf suspects ont été mis en examen et placés en détention. Selon les éléments de l’enquête, ils sont connus pour être membres ou proches de la «Jeune Garde Antifasciste», un mouvement d’ultragauche fondé en 2018 à Lyon par le député LFI Raphaël Arnault et dissous depuis. Parmi eux figurent Adrian Besseyre, 25 ans, ancien membre de l’équipe parlementaire du député, mis en examen pour homicide

volontaire, et Jacques-Elie Favrot, 25 ans, assistant parlementaire du même élu, poursuivi pour complicité.

Dans un entretien accordé au *Figaro*, Me Fabien Rajon, avocat des parents de la victime, dénonce «l'indécence de ceux qui veulent salir la mémoire de Quentin» afin, selon lui, de «faire oublier le drame». Il évoque également le harcèlement médiatique subi par la famille. «Après le lynchage physique de Quentin, voici donc le lynchage de sa mémoire», affirme-t-il.

L'avocat affirme que son client n'avait jamais participé à des violences et que son casier judiciaire était vierge. Il conteste également les accusations circulant dans certains médias ou milieux politiques présentant Quentin Deranque comme un «néofasciste» ou un «néonazi». Selon lui, les enquêteurs devront désormais établir précisément la chronologie des faits et les responsabilités de chacun dans ce dossier.

Le Figaro